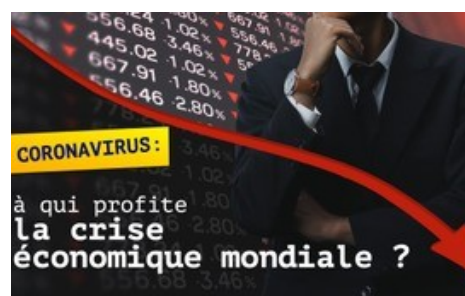




Coronavirus : à qui profite la crise économique mondiale ?



Dans le monde entier, des mesures ont été prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus, dont les effets économiques dévastateurs sont de plus en plus évidents. Le ralentissement de l'économie mondiale pourrait-il être une action contrôlée ? Qui en profiterait ?

L'émission suivante présente le contexte et les profiteurs de la crise financière et économique déclenchée par le coronavirus.

Pour lutter contre la pandémie de coronavirus, des mesures jusqu'ici impensables dans les démocraties normales ont été prises dans le monde entier. Toutefois, les retombées économiques dévastatrices de ces mesures sont de plus en plus évidentes. Selon les estimations de la société de conseil McKinsey, rien qu'en Europe 59 millions d'emplois sont menacés par les mesures prises face au coronavirus, ce qui pourrait entraîner deux fois plus de chômage dans les mois à venir. Dans ce contexte, une déclaration du Dr Eberhard Hamer, ancien professeur de politique économique et financière, est alarmante. Selon lui, dans l'économie mondiale, il se passe rarement ou jamais quelque chose qui ne soit pas contrôlé. De ce fait, l'arrêt de l'économie mondiale pourrait également être une action contrôlée. Si tel est le cas, une question se pose naturellement : Qui le veut ou qui en bénéficie ?

Nous essayons donc de montrer le contexte et les bénéficiaires de la crise financière et économique déclenchée par le coronavirus – restez à l'écoute.

Les banques ont été sauvées aux dépens des hôpitaux

Après la crise financière de 2008, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (la BCE) ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour sauver les banques avec des sommes importantes se chiffrant en milliards. Cependant, l'achat par la BCE d'obligations d'État italiennes a obligé le gouvernement italien à procéder à de sévères réductions des dépenses publiques. Il convient de noter qu'aucune mesure d'économie n'avait été exigée, mais plutôt, entre autres, des coupes très ciblées dans les dépenses sociales. En conséquence, le nombre d'hôpitaux, par exemple, a diminué de 15 %. La crise du système de santé en Italie, qui est devenue particulièrement visible lors de la crise du coronavirus, est donc une conséquence de cette politique d'austérité. Il en a été de même en Espagne et surtout en Grèce, où le financement public a été réduit de près de moitié entre 2009 et 2016. Plus de 13 000 médecins et plus de 26 000 autres travailleurs de santé ont été licenciés. 54 des 137 hôpitaux ont été fermés et le budget de ceux qui restaient a été réduit de 40 %. De toute évidence, la survie des banques a été plus importante que celle des êtres humains pour surmonter la crise financière en 2008. La question se pose donc : En sera-t-il autrement dans la crise économique mondiale déclenchée par le coronavirus ?

Coronavirus - la plus grande crise de l'histoire de l'économie mondiale

Suite à la crise du Covid-19, l'indice boursier allemand a chuté de 40 % en seulement trois semaines. Cette chute très rapide surpasse toutes les crises passées, y compris le krach

boursier qui a déclenché la crise économique mondiale en 1929. A l'époque la crise économique avait été déclenchée par des problèmes liés au système économique et financier. Aujourd'hui, les difficultés sont aggravées par l'arrêt de l'économie mondiale et les confinements fréquemment imposés. En conséquence, la production dans de nombreux secteurs s'est effondrée au même titre que la demande des consommateurs. Selon une étude de l'institut allemand ifo, cela pourrait coûter jusqu'à 1,8 million d'emplois rien qu'en Allemagne. Aux États-Unis, les économistes s'attendent même à ce que le taux de chômage atteigne 30 % au deuxième trimestre de cette année et à ce que le produit intérieur brut diminue environ de moitié. Les mesures d'endiguement de la pandémie du coronavirus sont donc devenues une menace existentielle pour plusieurs millions de personnes. Cependant, cette menace ne semble pas avoir joué un rôle dans les décisions politiques au début de la pandémie.

Dans ce contexte, il convient de noter l'analyse de l'expert financier Ernst Wolff (2020), je cite : « L'arrêt de l'économie est une provocation consciente du krach. »

Coronavirus, le parfait bouc émissaire !

Selon l'expert financier Markus Krall, le coronavirus n'est pas responsable de la crise économique mondiale attendue. Selon lui, c'est simplement l'élément déclencheur d'une réaction en chaîne. Selon M. Krall, l'affaiblissement des entreprises et la rupture des chaînes d'approvisionnement provoqués par le verrouillage de l'économie ont entraîné des problèmes gigantesques dans le système financier et dans l'économie : par exemple, la politique de taux zéro de la Banque centrale européenne depuis 2008 a maintenu artificiellement en vie de nombreuses entreprises totalement non rentables. Il est maintenant fort probable que la crise du coronavirus les pousse à la faillite, ce qui aurait pu arriver depuis longtemps. Cependant, comme des prêts à hauteur de 1 500 milliards d'euros ont été accordés à ces entreprises, rien que dans la zone euro, non seulement ces entreprises mais aussi les banques sont menacées d'effondrement. Selon Markus Krall, dans une économie saine, le coronavirus n'aurait fait que déclencher une récession. Cependant, selon lui, l'état de délabrement du système économique et financier va maintenant conduire à un méga-krach. Pour cacher les vraies causes, le coronavirus est donc un parfait bouc émissaire ! [3]

Une citation de Franklin Delano Roosevelt, 32e président des États-Unis : « En politique, rien n'arrive par hasard. Si quelque chose se produit, on peut être sûr que cela a été planifié de cette façon. »

Crise du coronavirus : qui paie les pots cassés ?

Les milliards de dollars de plans de sauvetage destinés à soutenir l'économie et les énormes manques à gagner fiscaux liés à la crise du coronavirus vont considérablement augmenter les dettes des États, déjà extrêmement élevées, dans le monde entier. Rien qu'en Allemagne, les pertes fiscales dues au coronavirus sont estimées à environ 100 milliards d'euros pour cette année. L'Américain Ray Dalio, fondateur du plus grand fonds spéculatif au monde, Bridgewater Associates, estime que cette augmentation de la dette sera absorbée par une redistribution massive des actifs. Dès 2013, le FMI a proposé pour de telles situations une « taxe spéciale » de 10 % sur tous les avoirs des citoyens et, dès à présent, les demandes de tels prélèvements obligatoires circulent parmi les différents responsables politiques. Bien sûr, il est compréhensible que toutes les entreprises contraintes de fermer doivent être aidées, mais ne devrait-on pas d'abord demander à tous ceux qui ont pu s'enrichir à l'excès grâce à cette pandémie de coronavirus de payer ? Ce serait vraiment là un geste équitable.

8mn05_Femme 2 _ Enrichissement excessif dans la crise du coronavirus

Selon M. Eberhard Hamer, spécialiste en politique économique et financière, c'est une fois de plus les banques et les entreprises du secteur de la haute finance qui profitent des plans de sauvetage des États, d'un montant de plusieurs milliards d'euros ; elles utilisent les fonds publics pour assainir leurs finances. Mais ce n'est pas tout. En outre, la haute finance utilise cette crise pour s'enrichir de manière incroyable, par exemple grâce aux fonds spéculatifs. L'énorme croissance des capitaux au cours des derniers mois en est la preuve. Jamais auparavant dans toute l'histoire économique, la fortune des ultra-riches n'avait aussi fortement augmenté en si peu de temps. Rien qu'aux États-Unis, ce groupuscule de milliardaires a augmenté ses capitaux de plus d'un quart de billion de dollars en avril 2020. Ainsi, cette crise, comme tous les krachs financiers précédents, s'avère une fois de plus être un moyen d'enrichir de manière excessive l'élite financière mondiale.

Ernst Wolf va droit au but : « Nous sommes dans les dernières phases de ce système monétaire et ce que nous vivons est une orgie totale de pillage par les grands investisseurs. »

Les activités sournoises des fonds spéculatifs

Les fonds spéculatifs ne sont rien d'autre que des investissements alternatifs des super-riches, puisque le volume minimum de la plupart des fonds spéculatifs est de 500 000 euros. On estime que les fonds spéculatifs gèrent actuellement plus de 1 900 milliards de dollars dans le monde et peuvent donc avoir un impact très important sur les gouvernements, les entreprises et notre système financier. L'une des caractéristiques de ces fonds est qu'ils ne sont pratiquement jamais surveillés et qu'ils font des « paris » sur la hausse ou la baisse des cours. Cela leur permet de jouer à un jeu sournois : Avec leur pouvoir financier presque illimité, ils peuvent, par exemple, contrôler à volonté le cours des actions, racheter des entreprises et même les ruiner de manière ciblée. De cette façon, ils réalisent des profits élevés et s'enrichissent au détriment de la souffrance des autres. Cette « affaire » est très lucrative, surtout en temps de crise, car de nombreuses entreprises connaissent des difficultés financières. La conséquence est que les super-riches gagnent des milliards, surtout en cas de crise, et que des millions de simples investisseurs perdent leur argent, car ils sont sans défense à la merci de ce « jeu ».

Conflits d'intérêts de l'OMS

Dès le 16 mars 2020, l'expert financier Ernst Wolff à propos de la crise du coronavirus a déclaré: « Si quelqu'un s'accroche encore à l'idée que les politiciens et les autorités sont fondamentalement bien intentionnés avec nous tous, il peut jeter un coup d'œil à l'Organisation mondiale de la santé, l'OMS. Ces dernières semaines, cette sous-organisation des Nations unies a utilisé tous les moyens pour éviter de déclarer une pandémie. Pourquoi ? Parce que, ces dernières années, la Banque mondiale a émis des obligations pandémiques à l'intention de l'élite financière pour une valeur d'environ 100 milliards de dollars. A ce sujet il faut savoir la chose suivante : les obligations pandémiques, également appelées « cat bonds », peuvent être achetées pour une montant minimum de 250 000 dollars, elles rapportent un intérêt de 8 à 11 % et sont liées à la condition suivante : En cas de déclenchement d'une pandémie, les investisseurs perdent la totalité de leur investissement car celui-ci doit alors être utilisé pour atténuer les conséquences de la pandémie dans les pays pauvres. [...] Il n'est donc pas étonnant que cette fois-ci l'OMS ait tourné autour du pot pendant des semaines avant d'annoncer le début de la pandémie. » Fin

de citation.

En résumé, et compte tenu du contexte décrit dans cette émission, nous considérons notre système financier comme un système extrêmement injuste.

Il sert avant tout à faire en sorte que toutes les richesses, et donc tout le pouvoir, finissent entre les mains de quelques personnes super riches. La crise actuelle permet une fois de plus à ces spéculateurs criminels de faire main basse sur les biens des citoyens.

Mais en même temps, nous avons une opportunité unique de mettre en lumière les machinations et d'apporter ainsi un changement positif dans ce système

de hag, jmr, geh, jho, rh, hrg

Sources:

Intro

www.n-tv.de/wirtschaft/Experten-59-Millionen-Arbeitsplaetze-in-Gefahr-article21724977.html
www.pi-news.net/2020/05/corona-und-crash-alles-zufall/
https://de.wikipedia.org/wiki/Eberhard_Hamer

Les banques ont été sauvées aux dépens des hôpitaux

<https://norberthaering.de/eurokrise/draghi-italien-corona/>
www.freitag.de/autoren/der-freitag/austeritaet-ist-toedlich
<https://norberthaering.de/news/geheime-briefe-versenkt/>

Coronavirus - la plus grande crise de l'histoire économique mondiale

www.youtube.com/watch?v=Gf4y0HoEkCU
www.ifo.de/publikationen/2020/aufsatz-zeitschrift/die-volkswirtschaftlichen-kosten-des-corona-shutdown
www.tichyseinblick.de/daili-es-sentials/arbeitslosenzahl-in-usa-explodiert/

Coronavirus, le parfait bouc émissaire !

<https://finanzmarktwelt.de/markus-krall-coronavirus-ist-nicht-schuld-an-der-krise-160480/>
www.konjunktion.info/2020/03/fundstueck-dr-markus-krall-coronavirus-ist-nicht-schuld-an-der-krise/
<https://finanziell-frei-mit-30.de/bankencrash-2020/>

Crise du Coronavirus - qui paie les pots cassés ?

www.sueddeutsche.de/politik/coronavirus-corona-krise-wirtschaft-bundeshaushalt-schulden-1.4853312
www.pi-news.net/2020/04/neue-weltordnung-dem-mittelstand-wird-es-an-den-kragen-gehen/
www.kla.tv/16145

Enrichissement excessif dans la crise du coronavirus

www.kla.tv/16350
<http://www.pi-news.net/2020/05/corona-und-crash-alles-zufall/>
www.kla.tv/14016

Les activités sournoises des fonds spéculatifs

www.finanzfluss.de/geldanlage/hedgafonds/
www.youtube.com/watch?v=iat3x0Nvrmo
<https://www.tagesschau.de/wirtschaft/boerse/hr-boerse-story-20235.html>

Conflits d'intérêts de l'OMS

www.kla.tv/15910
www.finanzen.ch/nachrichten/obligationen/zwischen-rendite-und-moral-pandemie-anleihen-in-der-kritik-1028468742

<https://finanzmarktwelt.de/pandemie-anleihen-vor-dem-ausfall-das-geschaeft-mit-katastrophen-159364/>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#OMS - www.kla.tv/OMS

#Coronavirus-fr - www.kla.tv/Coronavirus-fr

#FilmsDocumentaires - documentaires - www.kla.tv/FilmsDocumentaires

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.